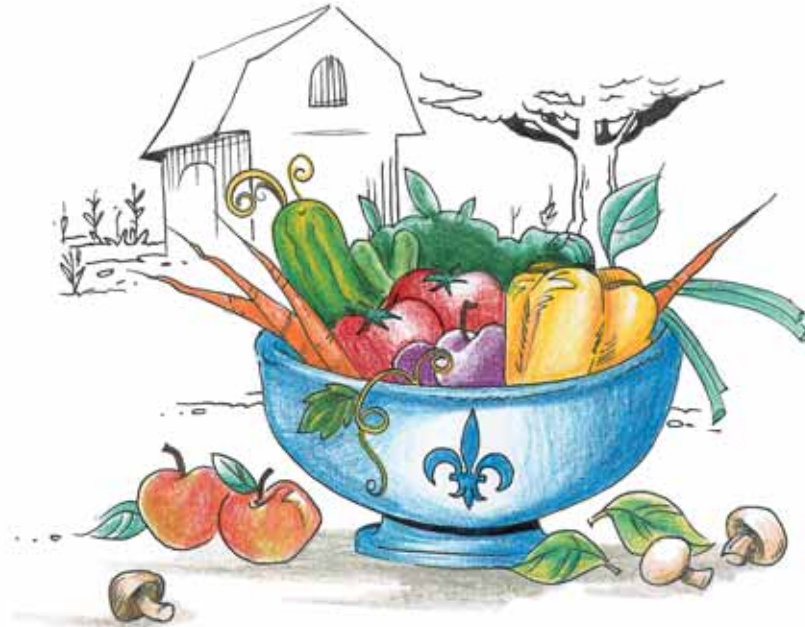


Vers un système agroalimentaire écologiquement et *socialement* durable dans Lanaudière



Agence
de développement
de réseaux locaux
de services de santé
et de services sociaux

Québec
Lanaudière



UQÀM
Université du Québec à Montréal

inbiose
Centre de recherche interdisciplinaire
sur la bioéthique, la santé, la société
et l'environnement

PAGE
BLANCHE

C2

Vers un système agroalimentaire écologiquement et *socialement* durable dans Lanaudière

Céline Poissant et Marie-Andrée Devynck

Agence
de développement
de réseaux locaux
de services de santé
et de services sociaux



UQÀM
Université du Québec à Montréal



Recherche, rédaction et conception : Céline Poissant et Marie-Andrée Devynck

Illustrations : Karine Tremblay

Impression : Imprimerie Bernier Inc.

La réalisation de ce document a été rendue possible grâce à une subvention de recherche obtenue dans le cadre du Programme de subventions en santé publique du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec et de l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Lanaudière, et avec la collaboration du Centre de recherche interdisciplinaire sur la biologie, la santé, la société et l'environnement (CINBIOSE) de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Note : Le genre masculin employé dans le texte sert à identifier aussi bien les femmes que les hommes. Il permet à la fois d'alléger le texte et de renforcer l'anonymat des informatrices et des informateurs à la source des données.

Numéro de Santécom : 14-2005-061

Dépôt légal :

ISBN : 2-89475-323-3

Bibliothèque nationale du Canada

Bibliothèque nationale du Québec

Quatrième trimestre 2005

Remerciements

Nous adressons de sincères remerciements aux participants à la recherche sur l'agriculture écologique et le développement social durable dans Lanaudière. Il s'agit de producteurs agricoles, de consommateurs, de transformateurs, de distributeurs et de représentants d'organisations régionales qui ont généreusement partagé leur vision de l'univers maraîcher et du système agroalimentaire lanaudois.

Nous sommes également reconnaissantes envers les membres du comité de suivi de cette recherche, qui nous ont accordé leur soutien tout au long de la démarche. Ils représentaient les organisations suivantes : le Conseil régional de l'environnement de Lanaudière (CREL), le Département de gestion et d'exploitation d'entreprises agricoles du Cégep régional de Lanaudière, la Manne quotidienne (un organisme communautaire faisant de l'aide alimentaire), le Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), la Table des partenaires du développement social de Lanaudière (TPDSL), et l'Union paysanne de Lanaudière.

Enfin, nous remercions chaleureusement les nombreuses personnes qui nous ont transmis leurs judicieux commentaires en participant aux comités de lecture et relecture de cet ouvrage, soit : Claude Bégin, Alex Boisdequin, Élisabeth Cadieux, Marie-Josée Charbonneau, Gilles Côté, Monique Ducharme, Christine Garand, André Guillemette, Chantal Lalonde, Ginette Lampron, Bernard-Simon Leclerc, Louise Lemire, Geneviève Marquis, Lise Ouellet, Mario Paquet, Mélanie Renaud, Caroline Richard, Danielle Roy et Nathalie Tremblay.

Présentation de l'artiste

Karine Tremblay est une jeune artiste autodidacte et engagée. Originnaire de la Côte-Nord, elle est lanaudoise d'adoption depuis trois ans. Ses caricatures parfois mordantes ont illustré notamment des journaux alternatifs, dont le *Not'Journal* (insertion lanaudoise dans *L'Aut'Journal*). Les personnages qu'elle met en scène proviennent souvent d'un univers marginal qu'elle connaît bien. Elle exprime également sa créativité en travaillant comme artiste tatoueure dans une boutique de Joliette.

La première collaboration de Karine avec la Direction de santé publique et d'évaluation de Lanaudière a pris place dans le cadre d'une recherche sur l'exclusion sociale, l'itinérance et l'errance. Par la suite, l'organisation a eu recours à son talent à d'autres occasions, pour illustrer des documents de prévention et promotion de la santé.

Sommaire

Introduction	1
Première partie : Comment fonctionne l'agriculture lanaudoise ? L'exemple du secteur maraîcher	3
Deuxième partie : D'une agriculture plus sensible à l'environnement à une agriculture durable	17
Troisième partie : Notre système agroalimentaire actuel est-il durable ?	35
Quatrième partie : Peut-on contribuer à rendre notre système agroalimentaire plus durable ?	47
En guise de conclusion	61
Pour poursuivre chez nous les réflexions et les actions	65

« Peu à peu, les citoyens prennent conscience des énormes coûts d'un système où l'agriculture est coupée de ses assises culturelles et environnementales, et où les aliments sont traités comme de simples biens de consommation soumis aux caprices des spéculateurs du marché mondial. »

Norberg-Hodge, Merrifield et Gorelick, 2005 ¹

¹ Helena Norberg-Hodge, Todd Merrifield et Steven Gorelick. *Manger local. Un choix écologique et économique*, Montréal, Éditions Écosociété, 2005, p. 122.

Introduction

Ce petit livre a été produit dans le cadre d'une recherche-action participative sur les liens entre l'agriculture écologique et le développement social durable. Ce n'est pas un résumé de l'étude. C'est plutôt un outil d'information et de sensibilisation, à utiliser de préférence en groupes, dans le cadre d'ateliers.

L'étude avait servi à deux choses. D'abord, questionner des producteurs, des transformateurs, des distributeurs et des consommateurs lanaudois de produits maraîchers sur ce qui pourrait rendre le système agroalimentaire pleinement écologique et durable. Ensuite, permettre à tous ces acteurs de discuter, d'échanger, de réfléchir ensemble.

Ce petit livre est le fruit de la recherche et des échanges. Il vise à amener la discussion dans la population. Il s'adresse aux personnes et aux groupes préoccupés par l'alimentation, la santé, l'environnement et le développement durable de leur région. Il présente quelques faits, mais surtout des idées à creuser, à débattre. Il ne sert pas à défendre un point de vue, mais à susciter des réactions, parfois même à provoquer. Les dessins, par exemple, peuvent avoir cet effet. Ils illustrent pourtant le point de vue réel des participants de l'étude sur des thèmes reconnus comme centraux par le comité de recherche.

Bref, nous souhaitons que cet outil soit un incitatif à la réflexion et à l'action, individuelles et collectives, pour améliorer localement et régionalement le système agroalimentaire lanaudois. Et, pourquoi pas, qu'il inspire ailleurs d'autres démarches du même genre.

PAGE
BLANCHE

Première partie :
Comment fonctionne l'agriculture lanaudoise ?
L'exemple du secteur maraîcher

Pourquoi s'intéresser au secteur maraîcher ?

Le monde agricole est complexe. Chaque type de production a ses particularités, un mode de fonctionnement et des règles qui lui sont propres. Mais dans l'ensemble, tous les secteurs de production sont intégrés au système agroalimentaire. Celui-ci comprend :

- la production des aliments ;
- la transformation des aliments ;
- la distribution et la mise en marché des aliments ;
- la consommation des aliments.

Le secteur maraîcher (celui de la production des fruits et légumes) est un bon exemple pour illustrer comment le fonctionnement de l'agriculture dépend du fonctionnement global de tout le système agroalimentaire.

Quelques données sur le secteur maraîcher dans Lanaudière

- Lanaudière est la seconde région en importance au Québec pour la culture maraîchère, après la Montérégie.
- On y produit un vaste éventail de légumes frais et de transformation (dont la pomme de terre), ainsi que de petits fruits.
- Une partie est produite en gros volumes, puis vendue à l'extérieur de la région ou même exportée (surtout vers les marchés de Boston et de New-York). Une autre partie est destinée à la consommation locale.
- La production de légumes de transformation occupe 1 404 hectares. Par contre, peu d'entreprises de transformation de ces légumes ont pignon sur rue dans la région.
- Lanaudière compte 54 producteurs de tabac jaune qui doivent envisager la reconversion de leurs terres, étant donné le retrait de leur principal acheteur (manufacturier de tabac) du marché québécois. Plusieurs d'entre eux expérimentent différentes possibilités en culture maraîchère, dont des productions de petits fruits, de canneberges, de cantaloups, de concombres et d'oignons espagnols.

Le vécu des producteurs maraîchers lanaudois

La plupart des producteurs maraîchers lanaudois sont soumis aux règles de fonctionnement d'un système agroalimentaire mondialisé et industrialisé. On parle parfois de l' « *agrobusiness* » qui exerce son contrôle sur toute la chaîne agroalimentaire. Cette situation cause différents problèmes aux producteurs. Souvent, leurs revenus et même leur qualité de vie finissent par être affectés.

Les difficultés des producteurs maraîchers découlent, par exemple :

- des importants volumes de production exigés par les grandes chaînes alimentaires ;
- de leur dépendance à l'égard du marché américain, pour les produits exportés ;
- des ressources financières importantes exigées par la spécialisation de l'agriculture.

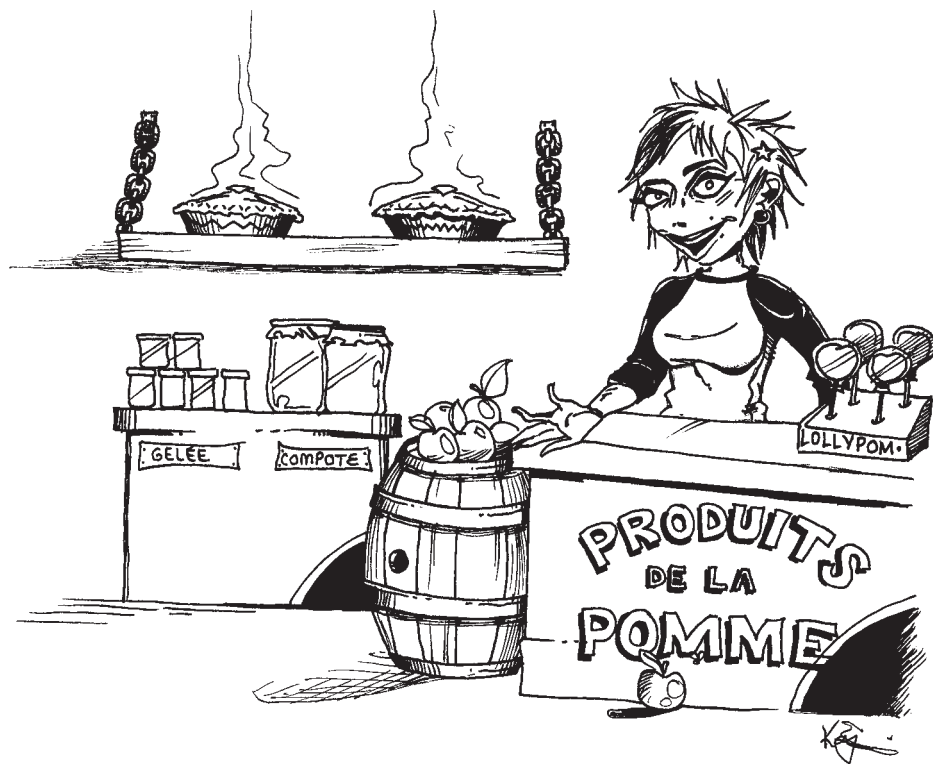
Produire, transformer et distribuer en marge de l'agrobusiness

Certains producteurs maraîchers ont adopté des pratiques agricoles et de mise en marché qui leur permettent de faire de l'agriculture sans être soumis aux règles de l'agrobusiness. Ils ont choisi, par exemple :

- de faire de l'agriculture biologique ;
- de cultiver des produits de créneau (produits du terroir, appellations réservées, appellations d'origine, etc.) ;
- de transformer artisanalement à la ferme leurs produits biologiques ou de créneau ;
- de pratiquer l'agriculture soutenue par la communauté (ASC) ;
- de vendre directement à la ferme leurs produits aux consommateurs (kiosques) ;
- de développer des activités d'agrotourisme.

En fait, ces pratiques permettent à ces producteurs de survivre en agriculture parce qu'ils peuvent encore les développer à une échelle non industrielle (volumes moins importants, prix plus équitables des produits, absence d'intermédiaires, etc.).

**La transformation artisanale et la vente directe à la ferme :
des pratiques alternatives à l'agriculture industrielle**



Les produits de créneau : l'envers de la médaille

Les produits de créneau (ex. : produits transformés artisanalement comme des fromages fins, vins et liqueurs, charcuteries fines, etc.) peuvent constituer une façon de s'assurer un revenu pour des agriculteurs qui veulent faire une production à petite échelle. Ils peuvent leur permettre de demeurer indépendants du système agroalimentaire dominé par l'agrobusiness.

Par contre, cette avenue les éloigne de la fonction première de l'agriculture : nourrir toute la population, fournir d'abord aux gens des aliments de base sains et nutritifs qui sont un élément important de la santé. Autrement dit, pour survivre en agriculture, ils sont en quelque sorte contraints de produire des aliments « de luxe ». Ces produits ne sont pas à la base de l'alimentation, et ils sont généralement accessibles à une proportion limitée de la population.

« Je ne peux pas cultiver ce dont le monde a vraiment besoin, c'est-à-dire des légumes qui soutiennent la santé. Je ne peux pas faire juste ça, parce que ça ne sera pas rentable. Donc faut que j'aille faire des petits produits "cash crop", comme on appelle. Faut que je fasse de la transformation à valeur ajoutée, tu sais. » (producteur, MRC de Matawinie)



Une situation économique compromise

Les producteurs maraîchers, comme bien d'autres producteurs agricoles, connaissent un paradoxe. Ils arrivent toujours difficilement à vivre de leur production. Et pourtant, ils ont souvent été contraints de réaliser des agrandissements (et donc des investissements financiers) importants à leur entreprise afin d'obtenir un revenu décent. Par exemple, ils ont rénové ou construit des bâtiments, ou ils ont acheté des terres et de la machinerie.

« C'est de plus en plus difficile de vivre de notre produit, les coûts de production étant élevés et les coûts de vente sont très bas. Le salaire des producteurs diminue d'année en année. » (producteur, MRC de Joliette)

« Je suis en production, ça fait onze ans. Il y a onze ans, je vivais beaucoup mieux qu'aujourd'hui. Et pourtant, j'ai grossi trois fois. C'est toujours à recommencer. » (producteur, MRC de Joliette)

« *Petits et gros dans une même galère* » ?

Plusieurs producteurs ont souligné que leurs problèmes ne dépendaient pas nécessairement de la taille de leur ferme. Ils se considéraient « *petits et gros dans une même galère* ». Ainsi, ils disaient connaître tous les mêmes problèmes financiers, le même stress et de longues heures de travail.

Pourtant, la pratique d'une agriculture productiviste ne semble pas possible pour tous. De plus, ce type d'agriculture ne semble pas pouvoir garantir à tous un revenu stable et décent.

« *Quand on sort de l'école et qu'on n'a pas une terre donnée par nos parents, ou qu'on n'a pas accumulé un certain montant, on ne peut pas renouveler nos outils. Si on n'est pas productif, alors on s'enlise dans une pauvreté de production.* » (producteur, MRC de Matawinie)

« *On a prêché aux producteurs, depuis plusieurs années, d'être des gestionnaires, d'être des gros producteurs. C'est devenu des business. C'est pas rare de voir des fermes rachetées par des intégrateurs et le producteur devient travailleur pour l'intégrateur².* » (producteur, MRC des Moulins)

« *Beaucoup de producteurs ont de gros problèmes de dépression et de suicide, parce que financièrement, ça ne va pas. Les gars sont trop nobles pour en parler.* » (producteur, MRC des Moulins)

² Un intégrateur est une entreprise qui fonctionne selon le principe de l'intégration verticale. Cela signifie, selon Laure Waridel, qu'elle « *contrôle toute la route d'un produit, de sa production à sa mise en marché.* » (dans *L'Envers de l'assiette*, Montréal, Éditions Écosociété, 2003, p. 110)

Soutien financier recherché

On considère souvent qu'une agriculture performante est une agriculture spécialisée. C'est cependant un type d'agriculture qui demande plus de ressources financières. Plusieurs producteurs n'ont pas ces ressources financières, et l'aide gouvernementale ne semble pas aussi accessible pour tous.

Les règles d'attribution des subventions agricoles ont été critiquées par plusieurs producteurs. Elles apparaissent liées à la mondialisation du système agroalimentaire. Les gouvernements encourageraient un modèle de développement économique basé sur d'importants volumes de production et sur l'exportation. C'est pourquoi les fermes plus petites, visant un marché local, seraient moins favorisées.

« On ne peut pas vivre l'agriculture dans le sud de Lanaudière comme on peut la vivre dans la Matawinie. Parce qu'on n'est pas dans l'agrobusiness. Je suis un peu mécanisé, j'ai quand même un tracteur, des sarcleurs avec des choses comme ça. Mais il n'y a pas d'aide pour ce type de production-là. Tu peux pas avoir le droit à l'assurance stabilisation. T'es même pas éligible à la Financière agricole. Et les programmes de stabilisation du revenu agricole, ça vaut pas la peine. » (producteur, MRC de Matawinie)



L'agriculture et l'alimentation dévalorisées

Les producteurs maraîchers connaissent beaucoup de difficultés économiques et d'organisation. Ils font face aussi à la dévalorisation de leur métier. C'est un métier exigeant dont les revenus demeurent limités. Il ne correspond plus aux valeurs sociales dominantes. Même les enfants d'agriculteurs ont tendance à choisir d'autres types de carrières. Et souvent, leurs parents les encouragent à cela.

« Je me demande s'ils sont prêts à faire tous les sacrifices que nous autres, on a faits. J'entends les jeunes dire : " Moi, je veux pouvoir avoir des loisirs. Je veux avoir des vacances. Je veux avoir un bon revenu. " Ils ne sont pas prêts à travailler une centaine d'heures par semaine. Ça, ôtez-vous ça de la tête là. Ils ne veulent pas. Ils veulent avoir une vie comme ceux qui font du 40, puis du 50 heures par semaine. » (producteur, MRC de Joliette)

L'agriculture et l'alimentation sont indissociables. Il semble qu'une partie importante de la population accorde maintenant peu d'importance et de valeur à l'alimentation. Ainsi, il semble que de nombreux consommateurs achètent d'abord leurs aliments en fonction du plus bas prix possible. Plusieurs préfèrent investir davantage dans l'achat de biens matériels.

« Tout est question de valeurs : 15 %³ pour la bouffe, c'est pas beaucoup ça là. Si on en met un peu plus, on va dépenser moins sur les chars, sur les sorties, puis chez Wal-Mart. C'est de même que ça va marcher. » (producteur, MRC des Moulins)

³ Cette donnée n'est pas validée par une référence précise. Une source citée à la p. 48 fait plutôt état de 17 % des dépenses des ménages québécois accordé à l'alimentation.

PAGE
BLANCHE

Deuxième partie :
D'une agriculture plus sensible à l'environnement
à une agriculture durable

L'agriculture et l'environnement

Depuis plusieurs années, les préoccupations environnementales croissantes dans la société se sont transmises au secteur agricole. La multiplication des recherches à ce sujet y a également contribué. Il est apparu nécessaire de mieux encadrer certaines pratiques de l'agriculture productiviste, qui avait évolué dans les années 1960-1970 vers une utilisation massive de pesticides et d'engrais chimiques. On a voulu par la suite :

- préserver l'environnement ;
- réduire les risques pour la santé humaine.

La dimension écologique de l'agriculture s'est développée en partie dans cette optique.

Les normes agroenvironnementales

Au Québec, beaucoup d'efforts ont été investis depuis une quinzaine d'années pour développer une agriculture plus respectueuse de l'environnement. La province, en accord avec le gouvernement fédéral, s'est dotée d'un imposant arsenal normatif, réglementaire et administratif. Elle offre également différentes mesures incitatives et de soutien aux producteurs, pour qu'ils adoptent de « *bonnes pratiques agroenvironnementales* ».

Parmi les éléments marquants de ces mesures, on peut noter :

- le règlement sur les exploitations agricoles (REA), en vigueur depuis 2002 ;
- le plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF), dont la majorité des fermes ont dû se doter depuis 1994 ;
- les pratiques de « *lutte intégrée contre les ennemis des cultures* » (c'est-à-dire contre les insectes, les maladies et les mauvaises herbes).

Les acteurs de l'agroenvironnement

Plusieurs organisations, gouvernementales et autres, ont un rôle à jouer à l'égard des mesures agro-environnementales. Parmi elles, on retrouve en 2005 :

- Au palier fédéral : Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), Santé Canada, Environnement Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA).
- Au palier provincial : le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP), par l'application de lois, règlements et normes ; le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ), par des mesures d'appui, de sensibilisation ou de formation ; les club-conseils en agroenvironnement, par des services-conseils concernant la gestion des fertilisants, la réduction des pesticides, les pratiques culturales de conservation, l'aménagement et la protection des cours d'eau ; l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA) ; l'Union paysanne.
- Au palier régional (Lanaudière) : six clubs-conseils, trois centres de services du MAPAQ et un bureau de la fédération régionale de l'UPA.

Des pratiques agricoles en évolution

Le métier d'agriculteur a beaucoup évolué, et demeure en constante évolution. Il demande une capacité d'adaptation à des changements entraînés par les avancées de l'agronomie, mais aussi par l'évolution de la société et de ses valeurs. La révolution verte des années 1960-1970 était basée sur le recours massif aux pesticides et aux engrais chimiques. Elle est maintenant, peu à peu, remplacée par une sorte de « révolution tranquille » agroenvironnementale. Malgré les contraintes, de plus en plus de producteurs finissent par adopter les nouvelles pratiques qu'on leur prescrit. Ils y trouvent parfois des avantages économiques.

« On s'est fait enseigner il y a vingt ans, par les agronomes du MAPAQ, qu'il fallait mettre de l'engrais. Ça a été la révolution de dire " employez de l'engrais chimique ". Tout à coup, on s'est aperçu que c'était pas la bonne chose qu'ils nous avaient enseignée. Il faut virer de bord. Il faut le faire tranquillement. C'est des pratiques qui demandent de l'investissement, des sous. Les engrais verts, on le fait. Les bandes riveraines, tu perds un peu de sol, donc il faut essayer d'augmenter ta rentabilité dans l'autre partie du champ. Les fumiers et les lisiers sont mieux utilisés. Il y a encore beaucoup de sensibilisation à faire. Le Gouvernement, le MAPAQ subventionne les machineries pour épandre au mois de juillet. On utilise mieux nos matières organiques. C'est la formule des petits pas. » (producteur, MRC de Joliette)



Que sont les clubs-conseils en agroenvironnement ?

Les clubs-conseils en agroenvironnement existent depuis 1993. Ils regroupent, sur une base volontaire, des producteurs agricoles partageant l'objectif de :

« favoriser le développement durable de leurs entreprises en adoptant des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement ». (site Internet : www.clubsconseils.org)

Des experts en agroenvironnement, ou éco-conseillers, y offrent des services concernant : l'amélioration de la gestion des fertilisants, la réduction de l'utilisation des pesticides, l'adoption de pratiques culturales de conservation, ainsi que l'aménagement et la conservation des cours d'eau.

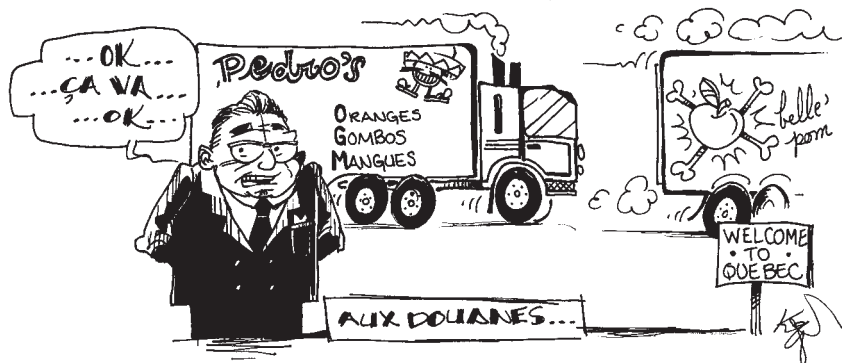
En avril 2004, le Québec comptait 82 clubs-conseils en agroenvironnement, et 7 000 producteurs en étaient membres. Dans Lanaudière, on en retrouve six, dont un est voué exclusivement à la production maraîchère. Il s'agit d'Agro-Production Lanaudière (APL).

« (Le PAEF), c'est un plan agroenvironnemental en fertilisation pour supporter la norme phosphore. Ça cause toutes sortes de problèmes. Puis il faut rééquilibrer les champs un moment donné, s'il y a trop d'azote ou trop de potasse ou trop de phosphore. Ça fait que les gens, ils utilisent moins de fumier à cause de ça. »
(producteur, MRC de L'Assomption)





« Moi, je pense qu'ici, dans le Québec là, on est plus vérifié. Puis on a des normes agroenvironnementales qui sont vraiment sévères. »
(producteur, MRC de Joliette)



« On a juste à regarder les produits (pesticides) homologués pour faire des arrosages. Ce n'est pas les mêmes là. Eux-autres (les producteurs états-unis), ils ont des produits qu'on voudrait bien avoir là, qu'on n'a pas. » (producteur, MRC de Montcalm)

« Mais c'est tout le temps le coût qui nous est refilé. La facture est refilée au producteur. Puis on n'est pas capable. C'est ça qui fait que notre part des profits, elle s'en va tout le temps en diminuant. »
(producteur, MRC de Joliette)



L'agroenvironnement : bienfaits ou contraintes ?

Pour plusieurs agriculteurs, les mesures agroenvironnementales représentent des contraintes supplémentaires. En général, ils sont sensibles à l'importance de préserver l'environnement. Par contre, ils déplorent le fait d'être trop souvent les seuls à en assumer les principales charges, dont les charges financières.

Les producteurs maraîchers déplorent aussi le traitement inéquitable qu'ils subissent par rapport aux produits maraîchers importés. Selon eux, ces fruits et légumes ne sont pas soumis aux mêmes normes agroenvironnementales de culture dans leurs pays d'origine. Pourtant, ils se retrouvent en grandes quantités dans les épiceries québécoises. De plus, ils sont souvent offerts à des prix moins élevés que les produits québécois. C'est pourquoi les producteurs maraîchers locaux disent subir une concurrence déloyale.

Qu'est-ce que l'agriculture écologique ?

Quand les producteurs agricoles adoptent les mesures agroenvironnementales qui leur sont prescrites, est-ce qu'ils font automatiquement de l'agriculture écologique ? Est-ce que l'agriculture écologique se résume à ces « *bonnes pratiques* » qu'on leur enseigne ?

Selon la recherche, la réponse est **non**.

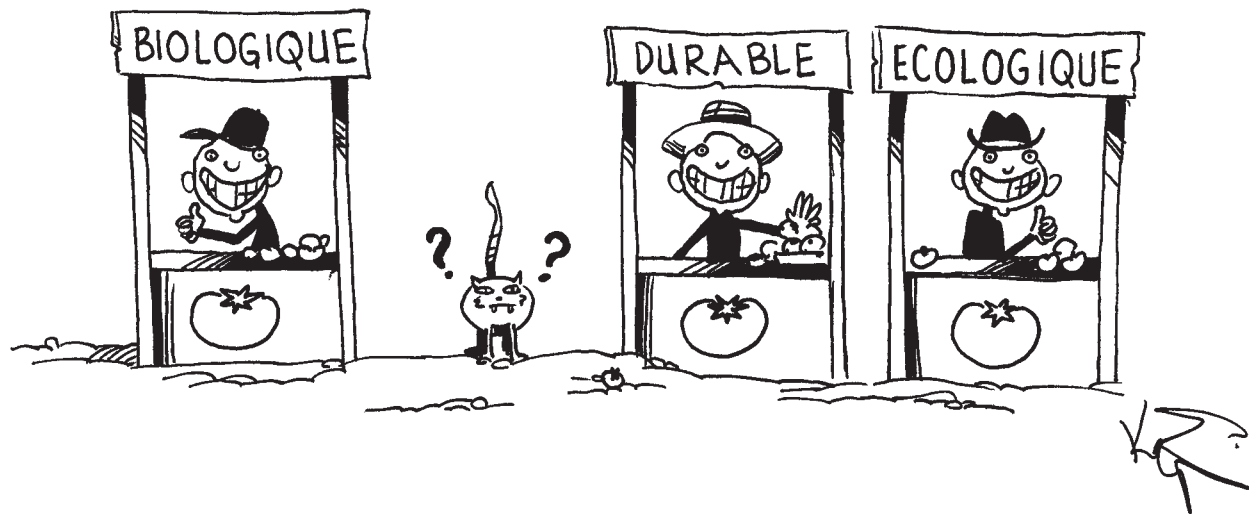
QUIZZ

L'agriculture écologique, est-ce que c'est un mode de production qui permet :

- a) d'employer moins de pesticides ?
- b) de consommer des aliments produits localement ?
- c) de réduire ou d'éliminer l'emballage des aliments ?
- d) de respecter l'environnement ?
- e) d'adopter un comportement plus équitable ?
- f) de préserver la santé humaine ?

* La réponse au quizz est : oui à toutes ces réponses.

TROUVEZ L'ERREUR ...



Une confusion des termes

L' « agriculture écologique », est-ce la même chose que l' « agriculture durable » et l' « agriculture biologique » ? Les participants à la recherche ont confondu ces trois notions. Pourtant, elles sont différentes :

- ***L'agriculture biologique*** est associée à des modes de production particuliers et souvent à des règles de certification strictes. Elle peut aussi être basée sur une perspective philosophique. Dans le cadre de la recherche, plusieurs critiques ont été exprimées sur « *le bio* » : il ne serait pas accessible à tous, il pourrait aussi être produit de façon intensive, et être énergivore (transport sur de longues distances).
- ***L'agriculture écologique*** est une notion plus globale, selon les auteurs scientifiques. Elle est aussi plus vague et plus sujette à interprétations. On ne la retrouve pas souvent dans les textes officiels des organisations agricoles.
- ***L'agriculture durable*** est une expression de plus en plus utilisée, notamment par les organisations agricoles. Dans la recherche, cependant, on a vu qu'elle n'avait pas le même sens pour tout le monde. Pour les agriculteurs, c'était surtout une notion technique fondée sur des pratiques agroenvironnementales. Par contre, les consommateurs l'ont plutôt associée à des attitudes et pratiques d'achats basées sur des préoccupations sociales.

L'agriculture lanaudoise est-elle durable ?

L'agriculture lanaudoise est à l'image de l'agriculture québécoise et de l'agriculture canadienne. Les organisations agricoles, comme Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et l'Union des producteurs agricoles (UPA), utilisent fréquemment l'expression « *agriculture durable* ». Ils nomment ainsi le type d'agriculture dont ils font la promotion.

En réalité, c'est surtout l'aspect agroenvironnemental de l'agriculture durable qui a été développé jusqu'à maintenant. Plus exactement, on l'a ajouté à la dimension économique, qui demeurerait centrale. Ainsi, des efforts ont été déployés pour convaincre les producteurs que les pratiques agroenvironnementales pouvaient être rentables économiquement.

Par contre, l'aspect ***social*** de l'agriculture durable n'a pas encore été beaucoup développé par les organisations agricoles. Celles-ci ont tendance à considérer que cet aspect ne relève pas de leur mission. Il est donc difficile d'affirmer que l'agriculture lanaudoise est pleinement durable, c'est-à-dire qu'elle est durable dans les quatre dimensions du développement durable (économique, écologique, sociale et culturelle). Il est légitime de se demander plus particulièrement si cette agriculture est ***socialement durable***.

Qu'est-ce qui rend une agriculture « *socialement durable* » ?

Une agriculture « *socialement durable* » devrait :

- pouvoir assurer un revenu raisonnable à tous ceux qui la pratiquent ;
- rendre possible l'existence d'une relève (pratique du métier et assurance de revenus raisonnables pour les générations futures) ;
- contribuer au dynamisme de la communauté où elle est implantée (emploi de main-d'œuvre locale, économie locale, bon voisinage avec les résidents non agriculteurs) ;
- contribuer à la sécurité alimentaire de la communauté.

Donc, « *socialement durable* » devrait signifier plus que « *socialement acceptable* ». Il ne suffirait pas de rendre les pratiques agricoles tolérables pour les voisins des fermes. Il s'agirait de décentrer l'agriculture de sa fonction économique, de mieux équilibrer ses multiples fonctions. Il s'agirait surtout de donner plus de poids à sa fonction sociale, de développer sa contribution au bien-être de la communauté.

Et l'agriculture locale ?

Une agriculture locale ne serait-elle pas une agriculture plus durable, écologiquement et socialement ?

- **Écologiquement** : Oui, parce qu'elle serait moins polluante (en transport). Les produits agricoles seraient vendus dans la région où ils sont cultivés. Ils seraient plus écologiques, même s'ils ne sont pas biologiques. L'agriculture locale contribuerait à la *durabilité écologique*.
- **Socialement** : Oui, parce qu'elle contribuerait au dynamisme local. Elle rapprocherait les producteurs et les consommateurs (circuits courts de distribution). L'agriculture locale contribuerait à la *durabilité sociale*.

La distance parcourue par les aliments, entre la ferme et le supermarché, atteint souvent 2 500 à 4 000 km, selon une étude états-unienne.

Source : « Bien acheter pour mieux manger », Collection *Protégez-vous*, 2004, p. 87.

PAGE
BLANCHE

Troisième partie :
Notre système agroalimentaire actuel est-il durable ?

« Au niveau écologique, c'est bien sûr que les fraises de M. X, qui sont locales, sont écologiques. OK. Parce que les fraises qui viennent de la Californie ne sont pas écologiques, parce qu'elles ont coûté quoi en pétrole, etc. ? En transport pour venir ici ? Alors c'est une large différence de l'écologie. » (producteur, MRC de D'Autray)

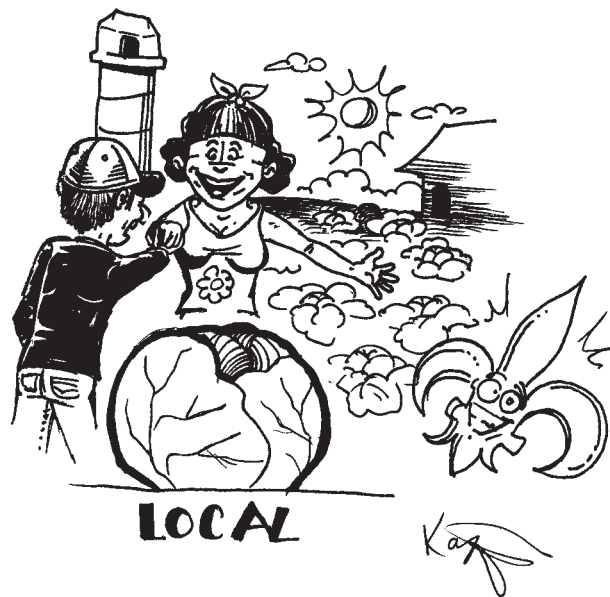
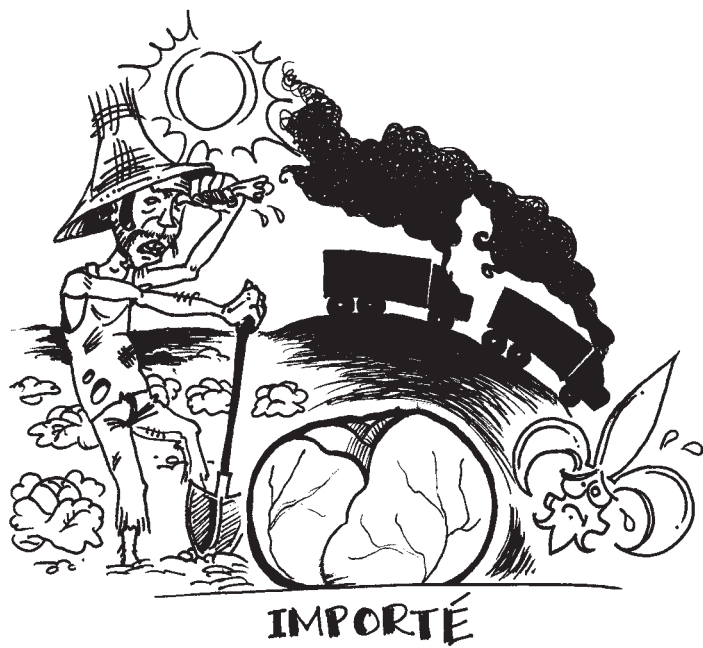


De l'agriculture au système agroalimentaire

L'agriculture maraîchère lanaudoise, comme l'agriculture québécoise en général, est de plus en plus basée sur des pratiques visant la durabilité écologique. Elle est cependant intégrée, en majeure partie, à un vaste système agroalimentaire. Celui-ci est basé sur d'autres principes que la durabilité, qu'elle soit écologique, économique, sociale ou culturelle.

Le système agroalimentaire industriel répond aux exigences de l'agrobusiness. Il vise d'abord la rentabilité économique à court terme. Cette orientation est contraire à une approche de durabilité économique. De plus, ce système présente des lacunes particulières aux plans de :

- la durabilité environnementale ;
- la durabilité sociale.



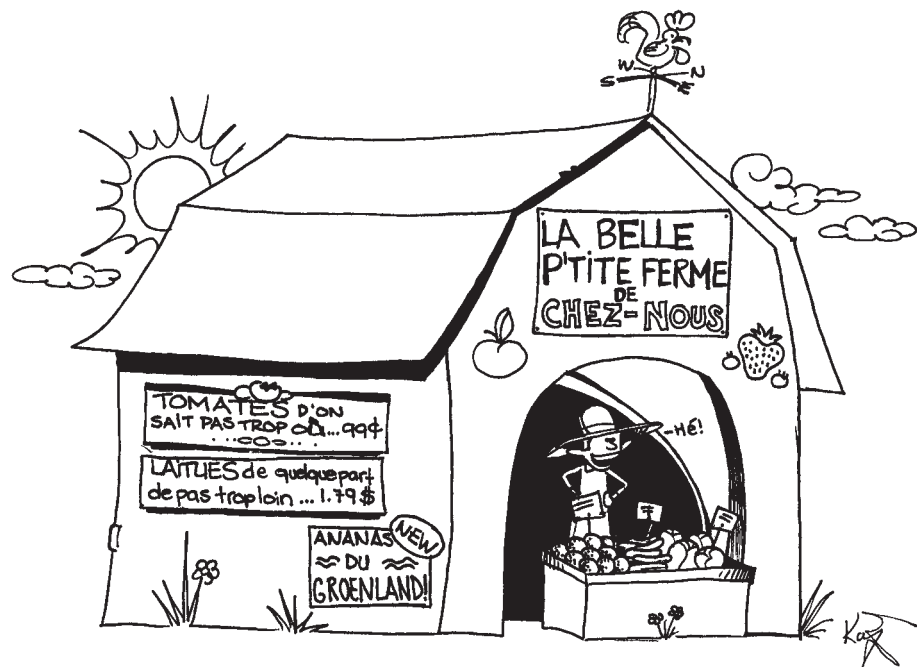
Les aliments ont un coût social et environnemental

En général, le prix que paient les consommateurs pour leurs fruits et légumes n'inclut pas leur coût social et environnemental.

« Si on regarde juste le prix, comme tu disais, à 0,59 \$ un brocoli ou un chou, à un moment dans l'année, on peut avoir l'illusion que c'est avantageux (pour le consommateur). Mais si on le regarde de façon globale, ça ne l'est pas. Ce n'est même pas seulement la qualité du produit. Si tu me dis : " C'est une belle laitue biologique, OK, puis certifiée, mais elle vient du Mexique. " Des travailleurs mexicains sont payés à je-ne-sais-pas-combien de l'heure, ça a coûté tant de pétrole pour l'amener ici, puis ça a fait faire faillite à un producteur ici. Bien, j'aime mieux acheter un produit qui n'est pas bio au voisin de chez nous. Je pense qu'un moment donné, il faut regarder globalement le développement social de la communauté autour, de notre coin. Ce qui est avantageux pour le consommateur ? Ce qui est avantageux, c'est une société où le monde travaille, où il y a des emplois, où le monde vit, où des familles peuvent s'installer, tu sais. C'est tout le mode de vie qu'il faut défendre. Ça fait que, avantageux pour le consommateur ? Non, sauf pour le prix. Mais, c'est une vision très réductrice des choses. »

(organisation, MRC de Matawinie)

Tôt ou tard, quelqu'un devra assumer les coûts cachés des aliments bon marché.



D'où viennent nos fruits et légumes ?

Les produits maraîchers achetés dans Lanaudière ne proviennent pas nécessairement de la région. Une grande partie de ces produits ont été cultivés dans d'autres provinces canadiennes (principalement l'Ontario) ou sont importés (des États-Unis, du Mexique, de la Chine, etc.).

Comme l'ont exprimé plusieurs consommateurs de l'étude, il n'est pas toujours facile d'acheter les fruits et légumes de Lanaudière. Même si certains souhaiteraient le faire plus souvent, les étiquettes de ces produits ne les renseignent pas toujours très bien sur leur provenance.

Par exemple, le mot « local » servant à identifier des fruits et légumes en épicerie peut porter à confusion. Selon les cas, il peut signifier que les produits proviennent :

- de la municipalité ;
- de la région de Lanaudière ;
- du Québec ;
- du Canada.

La grande distribution en chiffres

La bannière Loblaws

- 300 épiceries Provigo, Loblaws, Maxi, L'Intermarché et quelque 550 marchands associés
- La majorité des fruits et légumes transitent par les entrepôts de Boucherville

La bannière Sobeys

- 250 épiceries IGA, en plus des Marchés Tradition, Bonichoix et Omni
- Distribution centralisée à Montréal, à Québec et aux Îles-de-la-Madeleine
- Entrepôt à Anjou également

La bannière Métro

- 475 épiceries Métro, Marché Richelieu, Loeb et Super C
- 80 % des fruits et légumes passent par les entrepôts de Montréal, Québec et Ottawa

Source : Daniel Chrétien. « Mangeons-nous québécois ? Les grandes chaînes alimentaires font-elles assez de place aux produits québécois ? Les mythes et les faits », dans *L'Actualité*, février 2004, p. 26-37.

Les principaux acteurs de la distribution alimentaire

Le système agroalimentaire québécois est dominé par trois grandes chaînes qui se partagent 82 % du marché de l'alimentation. Celles-ci exercent une influence déterminante sur l'organisation de la production et sur les choix de consommation.

Ces trois grands joueurs sont : Loblaws, Sobeys et Métro. En raison des nombreuses fusions d'entreprises qui se sont opérées depuis quelques années, chacune de ces grandes chaînes regroupe des épiceries identifiées par différents noms.

Selon le MAPAQ, seules la Suède et la Norvège ont un marché de l'alimentation plus concentré.⁴

⁴ Source : Daniel Chrétien. « Mangeons-nous québécois ? Les grandes chaînes alimentaires font-elles assez de place aux produits québécois ? Les mythes et les faits », dans *L'Actualité*, février 2004, p. 26-37.

L'import-export du bio

La circulation internationale des produits biologiques apparaît paradoxale.

- Ceux qui sont consommés au Québec proviennent de l'étranger dans une proportion de 70 %.
- Ceux qui sont produits au Québec sont exportés à 65 %.

Des raisons historiques expliquent cette situation. Ainsi, dans leurs débuts, les agriculteurs biologiques du Québec se sont tournés vers les marchés de la Nouvelle-Angleterre, pour deux raisons. D'abord, ils ne trouvaient pas alors d'intérêt domestique pour leurs produits. De plus, le développement du biologique s'est opéré dans des secteurs de production (légumes) pour lesquels les agriculteurs n'avaient pas développé d'outils collectifs de mise en marché. Ceux-ci auraient pu leur permettre de s'adresser aux grandes chaînes pour écouler leurs produits.

Source : Frédéric Paré. « Responsabilité citoyenne et respect de la vie : des passages obligés de la sécurité alimentaire », dans *Les Cahiers du 27 juin*, vol. 1, février 2003, p. 55-61.

Où se situe le *bio* ?

Le marché des produits biologiques se développe à la fois à l'intérieur et en marge des principaux circuits de distribution (les grandes chaînes d'alimentation).

- Il y avait, en 2004, 950 fermes certifiées biologiques au Québec, soit 3 % des fermes québécoises.
- Le marché des aliments biologiques connaît une croissance de 10 à 25 % depuis le début des années 2000. Cependant, plusieurs des produits sont importés, notamment du Mexique et des États-Unis.
- Selon certains participants à la recherche, les produits biologiques importés seraient cultivés en fonction de normes de certification différentes, ou même moins sévères que celles qui prévalent au Québec.
- On retrouve maintenant, sur les tablettes des grandes chaînes alimentaires, des sections entières de produits biologiques, dont plusieurs produits transformés.
- Une partie des fruits et légumes biologiques produits au Québec sont distribués par la formule de l'agriculture soutenue par la communauté.
- Globalement, l'agriculture biologique est très peu soutenue par les gouvernements et demeure plutôt marginale.

Sources : Laure Waridel. Site Internet d'Équiterre : www.equiterre.org ; « Bien acheter pour mieux manger », Collection *Protégez-vous*, 2004 ; Louise Vandelac et Catherine Denault. *Pour une approche écologique du cycle agriculture, agroalimentaire, alimentation*, Actes du Colloque de l'université rurale, Batiscan, 2003.



« Le consommateur aussi a une part de responsabilité par rapport à ces modes de production. Il faut garder son esprit critique. Mieux comprendre et aller plus vers les produits de qualité et une qualité de vie. » (organisation, MRC de Joliette)

Quatrième partie :
Peut-on contribuer à rendre
notre système agroalimentaire plus durable ?

Nos habitudes alimentaires

Pour toutes sortes de raisons, les habitudes alimentaires des Québécois ont changé avec le temps. Le rythme effréné de la vie d'aujourd'hui est une de ces raisons.

« Les gens ne savent plus cuisiner aussi. Et puis ils ne veulent plus investir du temps à cuisiner. Et puis ce n'est pas valorisé. Tu es mieux d'acheter du tout fait. Donc, c'est sûr qu'il y a beaucoup d'éducation à faire. » (organisation, MRC de D'Autray)

Les dépenses alimentaires des ménages

C'est en Amérique du Nord et au Québec que le prix du panier d'épicerie serait le moins élevé au sein des pays occidentaux. De plus, la dépense des ménages québécois au chapitre de l'alimentation se situe à 17 % de l'ensemble des dépenses ménagères. En Europe, il en coûte autour de 24 % du budget pour se nourrir.

Source : Frédéric Paré. « Responsabilité citoyenne et respect de la vie : des passages obligés de la sécurité alimentaire », dans *Les cahiers du 27 juin*, vol. 1, février 2003, p. 55-61.

Nos choix alimentaires ont-ils un impact ?

Plusieurs motivations peuvent guider l'achat des produits alimentaires : le prix, la provenance, le mode de production, l'emballage, etc. Dans le système agroalimentaire actuel, plusieurs recherchent d'abord le prix le plus bas, sans être nécessairement conscients de toutes les conséquences (économiques, écologiques et sociales) de leurs choix.

En tant que citoyens responsables, les consommateurs ne pourraient-ils pas avoir un rôle à jouer pour contribuer au **développement social durable** du système agroalimentaire ? Leur pouvoir d'influence serait-il plus grand qu'ils ne l'imaginent, quand ils s'engagent à devenir des « *consom-acteurs* » ? Laure Waridel aurait-elle raison de proclamer que :

« *Acheter, c'est voter* » ?

Les fruits et légumes et la santé

- Les fruits et légumes sont essentiels à notre alimentation.
- Santé Canada recommande 5 à 10 portions quotidiennes de fruits et légumes.
- Ces aliments constituent une bonne source d'anti-oxydants.
- Ils sont également riches en fibres, en vitamines et en minéraux.



Le développement social durable par l'alimentation

Parler de « *développement social durable* », en matière d'alimentation, c'est insister sur l'aspect social du développement durable. C'est se préoccuper :

- de développement équitable des communautés locales, régionales, nationales et internationales ;
- des générations futures autant que de la génération présente ;
- de cohésion et de solidarité sociales ;
- de *sécurité alimentaire* au sens large.

Vous avez dit « *sécurité alimentaire* » ?

Se nourrir est un besoin essentiel de l'être humain. Selon certaines organisations, comme l'Union des consommateurs qui a élaboré une Charte des droits alimentaires, c'est aussi un droit fondamental. Toutefois, dans le système agroalimentaire actuel, l'aliment semble être devenu une marchandise comme une autre. En conséquence, la qualité des aliments et l'accès pour tous à ceux qui sont sains et nutritifs peuvent être compromis.

Se préoccuper de sécurité alimentaire, c'est se préoccuper de plusieurs aspects du rapport aux aliments. Selon le bureau européen de l'OMS, la sécurité alimentaire est atteinte quand :

« Chacun a, à tout moment, les moyens tant physiques qu'économiques d'accéder à une alimentation suffisante pour mener une vie active et saine ; les aliments sont produits et distribués d'une manière respectueuse des processus naturels et, par conséquent, durable ; la consommation et la production d'aliments reposent sur des valeurs sociales qui sont à la fois justes, équitables et morales ; l'aptitude de chacun à acquérir des aliments est garantie ; les aliments proprement dits sont satisfaisants sur le plan nutritionnel et acceptables sur les plans personnel et culturel ; les aliments sont obtenus d'une manière qui respecte la dignité humaine. »

Cité par Équiterre, dans *La sécurité alimentaire : Un enjeu de société, une responsabilité de tous les intervenants de la chaîne alimentaire*, Équiterre, Montréal, 2004, p. 13-14.

Donc, la sécurité alimentaire...

Est une notion qui touche un vaste éventail d'éléments, dont :

- l'accès aux aliments ;
- la qualité des aliments ;
- la diversité des aliments ;
- la durabilité du système agroalimentaire ;
- la capacité de prise en charge citoyenne.

Concerne une multitude de personnes et de groupes, dont :

- les citoyens-consommateurs-contribuables ;
- les personnes démunies (un sous-groupe du premier groupe) ;
- les producteurs agricoles ;
- les distributeurs et transformateurs alimentaires ;
- diverses organisations et associations ;
- les décideurs politiques.

Disponibilité possible des produits maraîchers lanaudois frais

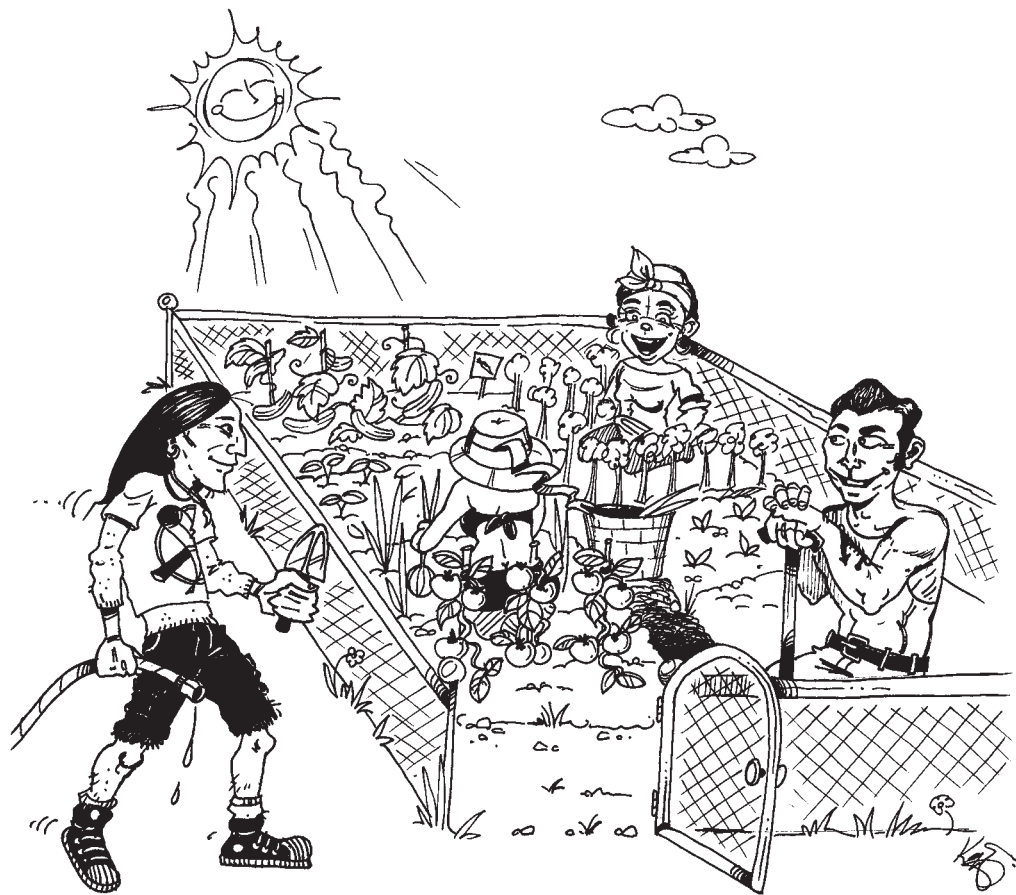
Légume	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Asperge					X	X	X					
Betterave	X	X	X			X	X	X	X	X	X	X
Bleuet							X	X	X			
Brocoli							X	X	X	X	X	
Canneberge	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Cantaloup							X	X	X			
Carotte							X	X	X	X	X	X
Chou	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Chou-fleur							X	X	X	X		
Concombre				X	X	X	X	X	X	X		
Cornichon salé	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Fraise						X	X	X	X	X		
Framboise							X	X				
Haricot frais							X	X	X	X		
Laitue en feuilles					X	X	X	X	X	X		
Maïs sucré							X	X	X	X		
Oignon	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Oignon espagnol								X	X	X	X	X
Panais	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X
Pomme de terre	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Rutabaga	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Tomate de serre	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Tomate de champ							X	X	X	X		
Zucchini							X	X	X	X		

Source : Association des jardiniers maraîchers du Québec. Le maraîch'ercheur 2003, « Tableau des disponibilités des produits horticoles du Québec », dans *Magazine Protégez-vous*, dossier *Bien acheter pour mieux manger*, Montréal, octobre 2004, 135 p.

Peut-on influencer concrètement la distribution alimentaire ?

Différents moyens d'action sont proposés aux citoyens désireux de devenir des consom-acteurs. Ils pourraient, ainsi, contribuer à assurer la sécurité alimentaire de leurs aliments. Et les citoyens de régions agricoles, comme celle de Lanaudière, pourraient contribuer directement à leur développement social durable. Ils pourraient, par exemple :

- s'adresser directement aux gérants de leurs épiceries pour réclamer des aliments de base (fruits, légumes, etc.) produits ou transformés dans la région ;
- exiger des gérants d'épiceries un étiquetage plus clair concernant la provenance des aliments qui leur sont proposés, pour faciliter l'achat de produits régionaux ;
- s'adresser directement aux producteurs agricoles lanaudois et aux structures administratives concernées (municipalités, etc.) pour développer des marchés publics locaux et régionaux ou des kiosques de vente directement à la ferme ;
- participer au développement de circuits d'approvisionnement alimentaire moins conventionnels (groupes d'achats, coopératives d'alimentation, entreprises alimentaires d'économie sociale, projets d'agriculture soutenue par la communauté, etc.) ;
- produire eux-mêmes une partie de leurs aliments (potagers individuels, communautaires ou collectif) ;
- demander aux écoles primaires d'offrir aux élèves des activités visant à développer leurs connaissances et leurs savoirs-faire alimentaires (jardinage, cuisine, etc.).



Pour réagir à l'insécurité alimentaire

Pour contrer l'insécurité alimentaire (les problèmes d'accès aux aliments, liés à la pauvreté), divers types de projets communautaires se sont développés depuis quelques années. Ils prennent souvent la forme de cuisines collectives, de groupes d'achats et de jardins communautaires et collectifs. Ils permettent souvent, en même temps, de contribuer à la réinsertion sociale et à l'« *empowerment* » de personnes démunies ou socialement exclues. Les participants à ces projets développent individuellement et collectivement des connaissances et des habiletés qui dépassent bien souvent la simple capacité de se procurer des aliments en les produisant ou en les transformant eux-mêmes.

« J'ai toujours imaginé que des projets sociaux... À Lanoraie, par exemple, t'as un beau parc municipal. Pourquoi ne pas amener tout le monde qui veut faire un jardinage là, et puis on fait un projet commun ? Puis les gens, ça leur permet d'avoir leurs rangs de patates et leurs rangs de carottes pour tout l'hiver. Et ils ont accès à des produits sains, locaux, tu sais. Si tu ne fais pas ça, oui, tu vas avoir de la sécurité alimentaire, mais elle va venir de l'extérieur. » (organisation, MRC de D'Autray)



L'agriculture soutenue par la communauté

Grâce à l'organisme Équiterre, la formule de *l'agriculture soutenue par la communauté* (ASC) s'est développée au Québec depuis une dizaine d'années. Elle consiste à associer directement un producteur biologique à des citoyens désireux de se procurer des aliments biologiques frais. Ces derniers deviennent des partenaires de la ferme. Ils achètent d'avance une partie de la récolte, et reçoivent en retour des paniers de produits biologiques pendant la saison de production.

L'ASC est basée sur des principes qui rejoignent le développement social durable. Elle présente plusieurs avantages, dont les suivants :

- prix équitables : c'est-à-dire abordables pour les consommateurs et rentables pour les producteurs ;
- préservation de l'environnement : transport limité des aliments, emballages minimum ;
- valorisation du métier d'agriculteur et de l'alimentation de qualité.

En 2004, cette forme d'achat et d'engagement citoyen alimentait 12 000 personnes par l'intermédiaire de 83 fermes. On en retrouvait quelques-unes dans la région de Lanaudière, notamment à Le Gardeur, Saint-Liguori, Saint-Thomas et Rawdon.

PAGE
BLANCHE

En guise de conclusion...

« *Quand tu manges du local, bien tu participes à une économie locale qui devient équitable.* »
(organisation, MRC de D'Autray)

Devrions-nous privilégier l'achat local ?

Qu'il s'agisse de mieux s'informer sur les aliments achetés à l'épicerie, de réclamer des produits locaux bien identifiés, de s'approvisionner dans les kiosques ou les marchés publics de la région, de s'engager dans un projet de jardin collectif ou comme partenaire dans une ferme d'ASC, plusieurs raisons pourraient justifier le choix d'acheter des aliments produits localement. C'est en tout cas ce qu'ont conclu les organisations lanaudoises engagées dans le suivi de la recherche. Selon elles, par exemple, en tant que citoyens responsables ou consom-acteurs, on pourrait faire ce choix pour :

- se procurer des aliments frais, exempts d'agents de conservation ;
- réduire les impacts environnementaux du transport ;
- encourager les producteurs locaux ;
- redynamiser la communauté locale ;
- échapper au contrôle de l'agrobusiness ;
- contribuer à la valorisation et à la perpétuation d'une agriculture lanaudoise diversifiée.

Et nous, que choisirons-nous de manger ? Et pourquoi ?

PAGE
BLANCHE

**Pour poursuivre chez nous
les réflexions et les actions**

PAGE
BLANCHE

Quelques titres intéressants

Livres

Helena Norberg-Hodge, Todd Merrifield, et Steven Gorelick. *Manger local. Un choix écologique et économique*, Montréal, Éditions Écosociété, 2005, 169 p.

Edgar Pisani. *Le vieil homme et la terre*, Paris, Éditions du Seuil, 2004, 231 p.

Laure Waridel. *L'envers de l'assiette*, Montréal, Éditions Écosociété et Environnement Jeunesse, 2003, 172 p.

Périodiques

Daniel Chrétien. « Mangeons-nous québécois ? Les grandes chaînes alimentaires font-elles assez de place aux produits québécois ? Les mythes et les faits », dans *L'Actualité*, février 2004, p. 26-36.

Protégez-vous. Dossier « Bien acheter pour mieux manger », Montréal, octobre 2004, 135 p., site Internet : www.protegez.vous.qc.ca

Quelques adresses utiles

Association coopérative d'économie familiale (ACEF) Lanaudière
200, rue De Salaberry, local 124
Joliette (Québec) J6E 4G1
Tél. : (450) 756-1333 ou 1-866-414-1333
Site Internet : www.consommateur.qc.ca/acef-lan

Conseil de développement bioalimentaire de Lanaudière (CDBL)
110, rue Beaudry Nord
Joliette (Québec) J6E 6A5
Tél. : (450) 753-7486, poste 247
Courriel : vtheberge.cdbl@upa.qc.ca

Note : L'organisme produit le Répertoire des entreprises agroalimentaires de Lanaudière

Fédération de l'UPA de Lanaudière (FUPAL)
110, rue Beaudry Nord
Joliette (Québec) J6E 6A5
Tél. : (450) 753-7486

Moisson Lanaudière
735, rue Notre-Dame, C.P. 131
Joliette (Québec) J6E 3Z3
Tél. : (450) 755-6049
Courriel : moissonlanaudiere@bellnet.ca

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)
Centre de services de l'Assomption
867, boul. de L'Ange-Gardien, C.P. 3396
L'Assomption (Québec) J5W 4M9
Tél. : (450) 589-5781
Courriel : bureau.assomption@agr.gouv.qc.ca

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)
Centre de services de Joliette
499, Calixa-Lavallée
Joliette (Québec) J6E 7E2
Tél. : (450) 752-6848
Courriel : bureau.assomption@agr.gouv.qc.ca

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)
Centre de services de St-Jacques
166, St-Jacques
St-Jacques (Québec) J0K 2R0
Tél. : (450) 839-3631
Courriel : bureau.assomption@agr.gouv.qc.ca

Quelques sites Internet

CAAQ Conseil des appellations agroalimentaires du Québec

<http://www.caaq.org>

Équiterre

<http://www.equiterre.qc.ca>

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)

<http://www.mapaq.gouv.qc.ca>

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)

<http://www.mddep.gouv.qc.ca>

Union des consommateurs

<http://consommateur.qc.ca/union/>

Union paysanne

<http://www.unionpaysanne.com>

Union des producteurs agricoles (UPA)

http://www.upa.qc.ca/fra/index_flash.asp

On peut se procurer un exemplaire de ce document, ou encore du rapport de recherche *Agriculture écologique et développement social durable dans Lanaudière. Le point de vue d'acteurs du milieu* (Poissant et Devynck, 2005) en communiquant avec la :

Direction de santé publique et d'évaluation
Agence de développement de réseaux locaux
de services de santé et de services sociaux de Lanaudière
245, Curé-Majeau
Joliette (Québec) J6E 8S8
Téléphone : (450) 759-1157, poste 4268 ou 1-800-668-9229, poste 4268
Télécopieur : (450) 755-1969

PAGE
BLANCHE

PAGE
BLANCHE

PAGE
BLANCHE